

LA FORCE DE LA PAIX



Avançons sur

La route de la paix



CÔTE D'IVOIRE

Éditorial

UNE NOUVELLE CHANCE DE PAIX

Le dialogue direct initié par les ex-belligérants ivoiriens à Ouagadougou depuis le 5 février 2007 est une nouvelle chance de paix. Les populations ivoiriennes, qui ont payé le plus lourd tribut au conflit de plus de quatre ans tout comme la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), l'Union Africaine et les Nations Unies, qui se sont impliquées dans la recherche d'une solution pacifique ont les yeux rivés sur la capitale burkinabé.

En ce qui concerne plus particulièrement l'ONUCI, elle est satisfaite de la tenue des discussions inter-ivoiriennes pour au moins deux raisons. D'abord, elle a toujours plaidé en faveur de l'appropriation par les Ivoiriens du processus de paix. Ensuite, il est heureux que la validité de ses alertes sur l'impossibilité d'une solution militaire à la crise soit reconnue par les ex-belligérants. En ce sens, Ouagadougou pourrait être qualifié de nouveau réalisme ivoirien en direction de la paix.

La nouvelle approche tire les leçons des expériences antérieures qui ont montré leurs limites pour des raisons qu'il serait fastidieux d'énoncer ici et dont la plus souvent citée est le manque de confiance entre les différents acteurs. Le nouveau réalisme ivoirien, pour réussir, doit être un compromis dynamique prenant en compte les frustrations des uns et les revendications des autres, notamment sur les dossiers cruciaux de l'identification et du désarmement.

En raison de ce qui précède, il est impérieux d'aboutir à un accord applicable, ouvert à tous et conforme aux attentes des populations ivoiriennes. C'est un résultat à portée de main si l'on s'en tient aux conditions de déroulement des travaux et du doigté du Président en exercice de la CEDEAO, le Chef de l'Etat Burkinabé Blaise Compaoré, qui a déjà montré une grande



efficacité dans son rôle de facilitateur lors de la gestion d'un dossier aussi sensible que celui du Togo.

Aboutir à un accord de paix à Ouagadougou, c'est également une manière de lever le malentendu entre deux pays voisins et de sceller la réconciliation entre deux peuples que le brassage des populations et la géographie condamnent à s'entendre et qui ont beaucoup souffert des effets directs ou collatéraux du conflit. L'environnement est favorable à une telle avancée dans une sous-région ouest-africaine, qui éteint progressivement ses foyers de tension, notamment en Sierra Leone et au Liberia, et qui a déployé des efforts louables pour contenir la crise guinéenne dans des limites acceptables.

En d'autres termes, en raison de la dynamique intérieure et des développements dans les pays voisins, les Ivoiriens doivent saisir cette occasion extraordinaire et réussir ce que les accords précédents n'avaient fait que laisser espérer. Il est permis de conserver un optimisme intelligent si l'on se fie à l'apparente détermination des ex-belligérants et si l'on tient compte de la capacité des Ivoiriens à se retrouver lorsqu'ils sont entre eux. Le reste du monde est là pour les pousser à la paix et à les aider à refaire de leur pays, le phare qu'il fut pendant près de quatre décennies.

Hamadoun Touré

Écoutez ONUCI-FM,
La Radio des Nations Unies en Côte d'Ivoire

" La Fréquence de la Paix "

Abidjan 96 MHz - Abengourou 94.7 MHz - Bangolo 93.7 MHz - Bouake 95.3 MHz - Bouna 102.8 MHz - Bondoukou 100.1 MHz - Daloa 91.4 MHz - Danane 97.6 MHz - Daoukro 94.7 MHz - Guiglo 93.7 MHz - Korhogo 95.3 MHz - Man 95.3 MHz - San Pedro 106.3 MHz - Seguela 95.3 MHz - Yamoussoukro 94.4 MHz - Odiéne 95.3 MHz - Zénoula 93.7 MHz



Koné Ouamarou, chef de la scolarité de l'Université de Bouaké

L'UNIVERSITE REDEMARE A BOUAKE AVEC L'AIDE DE L'ONUCI

A l'image du secteur de l'Education, l'Université de Bouaké a été durement frappée par la crise en Côte d'Ivoire. L'infrastructure de ses deux campus a été endommagée. Ses programmes ont été interrompus. La majorité de son personnel enseignant ainsi qu'une bonne partie des ses étudiants ont quitté Bouaké pour Abidjan. Si le campus II reste fermé, la reprise des cours au Campus 1, entamée en 2005, se poursuit avec l'aide de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI), entre autres. Cependant, beaucoup reste à faire avant que l'institution ne

Lorsque le conflit armé a éclaté en septembre 2002, l'Université de Bouaké s'est trouvée sur la ligne de front entre militaires insurgés et loyalistes, servant de passerelle entre les deux camps. « De nombreux corps en treillis jonchaient la cour du campus », se rappelle le chef de la scolarité de l'université, Koné Ouamourou. Soumis à des bombardements intenses, les vitres et les plafonds ont volé en éclats. Un obus a partiellement détruit la bibliothèque, décoiffant l'immense salle.

Année 2007, les séquelles sont toujours visibles. Sans entretien, les bâtiments tombent en ruine. Les bureaux, pillés, sont vides de tout matériel. Les broussailles ont envahi des salles et les bouviers viennent faire paître leurs troupeaux entre les bâtiments. Les serpents ont fait des classes de travaux dirigés et des amphithéâtres, leurs lieux d'errance privilégiés. « Il ne se passé pas un jour sans que nous ne tuions des

reptiles dans les salles ou les bureaux, » dit M. Koné. « Ils sont devenus nos voisins. »

Le campus est bâti sur une dizaine d'hectares et abrite les facultés de droit, de sciences économiques et de lettres. L'année passée, il comptait 1525 étudiants venus de diverses régions de la Côte d'Ivoire. Pour cette année académique, l'université devrait

recevoir au total 3 500 étudiants mais dépourvue d'électricité et d'eau courante ce qui empêche les toilettes de marcher. Elles ne fonctionnent qu'à 25% de ses capacités.

L'ONUCI a contribué à réhabiliter six classes de cours, deux amphithéâtres, les bureaux de la scolarité et un bâtiment de l'administration. L'électricité ne fonctionnant que dans les bâtiments rénovés par l'ONUCI, les deux-tiers du campus sont plongés dans le noir dès le coucher du soleil. « Nous sommes obligés d'interrompre les cours à partir de 17 heures », regrette M. Koné.

Suite à l'éclatement de la crise en 2002, les professeurs s'étaient repliés sur Abidjan où ils continuent de donner des cours aux étudiants de l'Université de Bouaké à Abidjan. « Depuis 2005, ils viennent poursuivre leur programmes selon un calendrier et retournent à Abidjan. Ils passent ainsi une semaine ou dix jours à Bouaké, en attendant le redéploiement effectif de l'administration », souligne le chef de la scolarité, l'un des trois professeurs permanents basés à Bouaké. De même, la centaine d'employés administratifs que comptait en moyenne l'université depuis sa création en 1992 jusqu'en 2002 s'est réduite à 13. Si le chef de la scolarité assure que la qualité de l'enseignement reste bonne, il est très soucieux du manque d'équipements de base - téléphone, fax, photocopieuse, ordinateurs et plaide pour la continuation de la réhabilitation des locaux. Les étudiants, eux, rêvent d'une vie estudiantine normalisée. Ce qui n'est pas beaucoup demandé.

Juliette Amantchi



Un amphithéâtre réhabilité et équipé de bancs prêt à accueillir les étudiants.

LA PROMOTION DU SPORT COMME OUTIL DE PAIX



Trophées des vainqueurs

En effet, on a senti chez eux, le désir de mieux connaître le rôle de l'ONU en Côte d'Ivoire, l'une de leur préoccupation majeure.

Le VIH/Sida était le thème central de ces échanges. Madame Esperance Mauwa, de l'Onuci et Conseiller à VIH/SIDA a souligné que les enfants sont présents non seulement pour jouer au football mais aussi pour attirer l'attention des adultes sur leur situation et celles des jeunes en Côte d'Ivoire

Le clou de la cérémonie a été la remise du trophée du vainqueur. Monsieur Namogo Silué, Directeur Général de la FIF en a profité pour rappeler l'importance des valeurs du sport aux participants : tolérance et respect des autres.

Lavender Degre



Jeunes participants

L'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONU CI) a rencontré des jeunes à Yamoussoukro, à l'occasion d'un tournoi de football entre huit villes de Côte d'Ivoire qui s'est déroulé du 24 au 29 janvier.

L'opération « Foot pour la Paix » a été initiée par l'UNICEF avec l'appui technique de la Fédération Ivoirienne de Football et de la Fédération des Scouts de Côte d'Ivoire. Elle vise à créer par le biais de ce tournoi football entre des enfants de 10 à 15 ans, un espace

De sensibilisation à la tolérance, à la paix et à l'acceptation des autres.

Selon le Représentant de l'UNICEF Youssouf Omar, « ce tournoi a rassemblé des garçons et des filles de huit (8) villes de Côte d'Ivoire (Abidjan, Man, Bouaké, Korhogo, Yamoussoukro, Bouna, San Pedro et Bondoukou). Cette manifestation a également été une occasion pour des jeunes des zones sous contrôle des forces nouvelles et des zones gouvernementales de se côtoyer. Ils ont par la suite été sensibilisés sur les thèmes du VIH/SIDA, de l'éducation des filles et de la protection de l'enfance.

L'ONU CI poursuit également ses activités de sensibilisation en collaboration avec les agences spécialisées, les ONG et la société civile. A cet égard, en marge de ce tournoi « Foot pour la paix » elle a organisé une campagne de sensibilisation et de dialogue avec les jeunes.

Les sessions de sensibilisation ont touché plus de 400 filles et garçons. Les séances de questions-réponses sur l'ONU CI ont suscité beaucoup d'intérêt.



Remise de cadeaux par le représentant de l'UNICEF, M. Youssouf Omar



Futur membre des Elephants ?



Remise des dons au Directeur du village SOS d'Abobo par les UNPOLS du NIGERIA

Cet événement a été marqué par des allocutions des représentants des enfants, un discours du Commandant du contingent Nigérian et la présentation des UNPOLS du Nigéria. Les enfants du village SOS ont égayé cette manifestation par des chants et des récitations.

Ce fut sans conteste un moment d'intense communion entre les enfants et des membres de la Police ousienne avec lesquels, ils ont échangé plus de trois heures. Les UNPOLS nigériens ont Club des amis du village SOS.

aussi été gagnés par l'émotion. Ils ont pris l'engagement d'être membres du Club des amis du village SOS.

Ce geste d'une portée sociale importante, est à plus d'un titre un symbole de la détermination de l'ONUCI à veiller à travers ses différentes composantes, au devenir des enfants en Côte d'Ivoire. C'est aussi un visage social de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire qui é été dévoilé.

Henry Boumy Ciss

LES UNPOLS NIGÉRIENS AU CHEVET DE L'ENFANCE DÉSHÉRITÉE DU VILLAGE SOS

Le 3 mars 2007, le contingent UNPOL du Nigéria a fait don d'une importante quantité de produits composés de denrées de première nécessité et de matériel estimés à près de 700.000 FCFA

au village d'enfants SOS d'ABOBO. La cérémonie présidée par le PIO-PROTOCOLE, s'est déroulée en présence d'une centaine d'enfants et du personnel d'encadrement de cette structure.

DES POLICIERS IVOIRIENS SELECTIONNES PAR L'ONUCI POUR LES MISSIONS DE MAINTIEN DE LA PAIX EN RDC ET AU BURUNDI

Le Chef de la Mission par intérim de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI) M. Abou Moussa, a présidé le 22 février la cérémonie de remise des attributs de police des Nations Unies notamment le béret, l'écharpe et l'écusson, à huit policiers ivoiriens sélectionnés pour la première fois par la section Formation de la police de l'ONUCI.

M. Moussa a indiqué que la Côte d'Ivoire, faisant partie des Nations Unies, le départ des gendarmes et policiers en République Démocratique du Congo et au Burundi, constituait une contribution de ce pays à la recherche de la paix dans le monde.

La mission n'étant pas sans risques, M. Moussa a prodigué des conseils d'usage avant leur départ prévu les 26 et 28 février, les autres suivront au cours des semaines à venir.

Le Chef de la Police de l'ONUCI le Général

Cristian Gerardo Chaumont, a rappelé que le départ des gendarmes et policiers ivoiriens s'inscrivait dans une démarche entreprise depuis quelques mois à travers les Ministères ivoiriens de la Défense, de la Sécurité et des Affaires Etrangères, ainsi que le Commandant Supérieur de la Gendarmerie Nationale Ivoirienne, le Chef de brigade Edouard Kassaraté, et le Directeur Général de la police Nationale, Yapo Kouassi.

Plus de trois cents candidats avaient été évalués quatre jours durant, par la section

Formation de l'UNPOL en collaboration avec le Commandement Supérieur de la Gendarmerie et la Direction Générale de la Police de Côte d'Ivoire.

Environ quatre vingts policiers et gendarmes ont été retenus pour participer à des Missions de Maintien de la Paix des Nations Unies à travers le monde.

Le Commissaire principal, Kouamé Bini, porte-parole des huit premiers candidats sélectionnés, a au nom de ses compagnons et de toute la Côte d'Ivoire, remercié l'ONUCI pour les efforts déployés afin que ce projet devienne réalité.

L'ONUCI finance les frais de voyage de tous les policiers et gendarmes ivoiriens retenus pour les missions.

Juliette Amantchi





Séance de réconciliation impliquant les différents groupes ethniques

pourrait marcher. S'ils signaient tous, ils allaient devoir respecter les engagements qu'ils avaient signés», a dit M. Albert Gbahou, chef de Yrozon, un autre village de cette zone.

C'est ainsi le qu'une centaine de chefs de communautés représentant les différents groupes ethniques se sont retrouvés le 1er février 2007 pour une réunion à Duékoué. « Nous avons commencé la réunion aux environs de 10 heures le matin et, aux alentours de 13 heures j'ai suggéré une pause pour le déjeuner, mais les chefs et les leaders des communautés ont refusé, » a expliqué le Major Sami. « Ils m'ont dit 'nous ne sommes pas là pour manger, nous sommes là pour résoudre un problème très sérieux et nous allons continuer jusqu'à ce que nous y arrivions'. Et j'ai présenté mes excuses».

Personne n'a déjeuné et la réunion s'est poursuivie jusqu'à 17h30, mais à la fin, chacun, y compris le chef milicien Colombo, a accepté de signer le projet d'accord. Quelques jours plus tard, les habitants dont les domiciles avaient été brûlés ont commencé à reconstruire leurs maisons et la route principale qui traverse les villages a été ouverte pour la première fois en trois mois.

Le chef de canton Batai n'a aucun doute quant au responsable du changement positif survenu. « Cet homme », dit-il faisant référence au Major Teber, « est venu vers nous avec le cœur ouvert. Nous avons vu qu'il était sincère et qu'il voulait nous aider, alors nous l'avons aidé à nous aider.» Maintenant, je l'appelle mon fils. Bien qu'il soit de la Tunisie, il reste mon fils et je le remercie ».

Rosamond Bakari

ONU CI MOTEUR DE LA RÉCONCILIATION DANS LA ZONE DE DUÉKOUÉ

Après des mois de suspicion et de tension ethnique à Carrefour, Tao Zeo, Blodi et Dibobly, des villages de la zone de Duékoué dans l'Ouest de la Côte d'Ivoire, la vie commence doucement à redevenir normale suite aux efforts de réconciliation menés par l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI).

Les problèmes entre les différents groupes ethniques se sont aggravés entre 18 et 20 novembre 2006, quand Dibobly a été attaqué et de nombreuses maisons ont été rasées par le feu, entraînant le déplacement de plusieurs personnes. Des villageois ont affirmé que l'attaque était l'œuvre de personnes venues du village voisin de Blodi, dont les habitants sont d'un groupe ethnique différent.

Cependant, un chef de milice connu sous le nom de Colombo a affirmé que l'assassinat de deux habitants de Blodi avait été à l'origine de l'attaque contre Dibobly.

Craignant une contre-attaque de Dibobly, les habitants de Blodi ont déserté leur village pour s'installer à Carrefour et dans la ville de Duékoué. Les attaques, les tueries, les accusations et les contre-accusations ont finalement mené à la fermeture de la route principale qui traverse les villages. La suspicion s'est aggravée entre les gens qui sont restés à Tao Zeo, Blodi et Dibobly. En décembre 2006, avec l'intensification des patrouilles par le bataillon pakistanais, la situation sécuritaire s'est améliorée, mais la route

est demeurée fermée au trafic ordinaire et les contacts entre les différents groupes ethniques se sont réduits au minimum.

«Chacun a souffert, personne n'était heureux, mais nous ne savions pas comment résoudre ce problème », a expliqué Mr. François Batai, chef de canton de Duékoué. « Nous avons eu de nombreuses rencontres de réconciliation, mais les choses sont revenues à la case départ », a ajouté l'octogénaire, qui est un personnage respecté de la région.

M Batai a dit qu'ils cherchaient les voies pour résoudre ce problème quand ils ont été approchés par un observateur militaire de l'Onuci, Sami Teber, qui a suggéré des réunions de réconciliation impliquant les différents groupes ethniques.

«Nous avons bien accueilli cette idée car nous avons réellement senti que cela



Photo d'ensemble lors d'une séance de réconciliation

TRAVAILLER ENSEMBLE POUR APAISER LA TENSION

Dans le cadre de sa mission de soutien au processus de paix en Côte d'Ivoire, l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI) observe une présence active dans diverses parties du pays, dont la région du Moyen Cavally, situé dans l'extrême Ouest, près de la frontière avec le Libéria.

C'est une des zones les plus sensibles et les plus vulnérables du pays. Les affrontements entre des membres de communautés ethniques différentes y sont fréquents. Des villages entiers se dépeuplent au rythme de l'insécurité. Des coupeurs de routes y sont actifs, rendant la vie difficile à sa population hétérogène, composée essentiellement d'autochtones guérés ainsi que de Baoulés, Lobis, Malinkés et Sénoufos, et de ressortissants d'autres pays d'Afrique de l'Ouest, notamment des Burkinabé.

L'ONUCI contribue, en collaboration avec le Gouvernorat militaire conduit par le Colonel Denis Guié Globo, à apaiser la tension. A cette fin, les éléments de la police onusienne (UNPOL) effectuent des patrouilles dans la ville de Duékoué et la région environnante.

Le poste UNPOL, composé de 12 hommes, effectue quotidiennement

deux à trois patrouilles pour sécuriser l'environnement et la population, selon le Commissaire Celestin Gbété de l'UNPOL. Le commissaire béninois et ses collègues entretiennent de bons rapports avec la population de Duékoué et de Guiglo. Les habitants de la région accueillent favorablement la présence onusienne sans laquelle elle n'aurait pu vivre dans la quiétude. Selon le commissaire Gbété, l'équipe UNPOL est constamment à l'écoute des populations, qu'elle encourage à aller vers la réconciliation.

Dans la plupart des cas, le message est entendu, dit-il. C'est ainsi que des jeunes, regroupés au sein d'ONGs, ont décidé d'œuvrer pour la cohésion sociale. Emboitant le pas à l'ONUCI dont il suit l'exemple, le collectif « Amour et paix » a organisé en janvier une gigantesque marche à laquelle ont pris part toutes les communautés vivant à Duékoué.

La jeunesse, dira l'un des membres de cette ONG, Vakaba Touré, a exhorté les parents à s'investir dans les efforts de la communauté internationale venue les aider à sortir de cette crise relationnelle qui a un impact négatif sur l'économie de la région. C'est également le vœu de l'« Union de la Jeunesse Communale » présidée par Jean Hermann Boué.



Des habitants des villages affectés ont travaillé ensemble pour reconstruire des maisons détruites

Jean Hermann Boué.

Les ONG, qui s'efforcent de prévenir les affrontements entre communautés, souhaitent élargir leurs actions aux villages environnants afin de porter le message de paix aux populations qui, souvent, réagissent à la suite de rumeurs infondées d'attaques.

La jeunesse espère bénéficier d'un appui plus fort de l'ONUCI au niveau de la sécurisation de la région pour parvenir à cet objectif. En même temps, elle reconnaît que la mission de réconciliation ne devrait pas reposer uniquement sous la seule responsabilité de l'ONUCI, qui a besoin d'être aidée dans sa tâche par les habitants de la région.

Cependant, certains habitants souhaitent que l'ONUCI accroisse le nombre de ses troupes dans la région et y déploie des forces qui parlent français afin d'être plus efficaces. Pour sa part, le gouverneur militaire, Denis Guié Globo, reconnaît que la présence et les actions de l'ONUCI ont contribué à l'effort de normalisation dans la zone, mais il aurait souhaité une réactivité plus prompte de l'ONUCI face aux sollicitations. Pour cela, il aurait aimé, dit-il, que la mission onusienne multiplie les patrouilles mixtes avec les Forces de Défense et de Sécurité de la Côte d'Ivoire.



L'ONU CI A L'ECOUTE DES POPULATIONS DE TABOU



Cérémonie du partage de la Cola et du pigment avant l'ouverture du forum.

L'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire, Onuci, a été à la rencontre des populations de Tabou le 20 février dernier.

Le Forum à Tabou (Département du Bas Sassandra) autour du thème " Paix et réconciliation en Côte d'Ivoire" a permis des échanges fructueux. Cette action s'inscrit dans la campagne de sensibilisation « Sur la route de la paix » que mène la mission pour expliquer son mandat et ses activités. Elle permet aussi de recueillir les préoccupations des populations fortement marquées par la crise sociopolitique de la Côte d'Ivoire.

Pour sacrifier à la tradition, les chefs traditionnels ont béni la cérémonie par une libation. Le maire de la localité a invité l'assistance à adhérer au processus de paix en cours et à soutenir les efforts de l'ONU CI pour une sortie de crise définitive. En outre, le premier magistrat de la ville de Tabou a confirmé toute sa disponibilité à soutenir toute initiative visant la promotion de la paix. Il a exhorté ses concitoyens à comprendre le sens de cette journée de partage qui restera mémorable dans sa cité.

La Directrice de l'Information Publique de l'ONU CI, au nom du Chef de la Mission, souhaité que la Côte d'Ivoire retrouve son rayonnement pour le bonheur de ses populations et de la région toute entière. « Les développements actuels dans le pays incitent à croire que la paix est à la portée de tous. Celle-ci demeure un processus dynamique qui requiert

l'engagement personnel de chacun ». Par ailleurs, tout en se félicitant du dialogue inter ivoirien en cours, sous l'égide du Président en exercice de la CEDEAO, la représentante du Chef de la mission a tenu à rappeler que la « responsabilité première pour la sortie de crise est d'abord ivoirienne et [que] la communauté internationale sera toujours présente pour jouer pleinement son rôle, pour appuyer et accompagner le processus de paix et ce, conformément aux résolutions du Conseil de sécurité des Nations Unies qui a un droit de regard sur la paix et la stabilité dans toutes les régions du monde ».

Le Commandant du contingent sénégalais, qui représente la Force des Nations Unies dans le Département a, quant lui, magnifié l'organisation de ce forum, forme de dialogue direct, qui va concourir à consolider les rapports étroits que ses hommes entretiennent avec les populations de la région.

Ce forum a été une occasion pour les sections Droits de l'Homme, Affaires civiles, Division électorale, UNPOL et VIH/SIDA de l'ONU CI d'instruire les participants sur leurs activités quotidiennes. La série de questions-réponses des populations de Tabou a permis de comprendre qu'elles avaient besoin de mieux appréhender le sens de la présence de l'ONU CI dans leur pays.

Les préoccupations des populations ont tourné autour des aspects sécuritaires, des droits de l'homme et du financement de projets à impact rapide. Ces éléments ont constitué la première partie du forum. Par la suite, des travaux thématiques en atelier se sont penchés sur trois problématiques:

- L'implication des jeunes dans la recherche de la paix en Côte d'Ivoire.
- Les Femmes, le VIH/Sida et la résolution des conflits.
- Le rôle des leaders traditionnels dans la réconciliation et la résolution des conflits.

A l'issue des discussions, les recommandations suivantes ont été adoptées en plénière:

- Le renforcement des capacités en matière de formation sur les Droits de l'homme et les NTIC.
- La formation professionnelle conforme aux activités de la région.
- L'organisation de rencontres régulières avec les jeunes autour de thèmes touchant la paix.
- Le renforcement des capacités en matière d'identification et rédaction de projets.
- La promotion d'associations de jeunes pour la cohésion sociale.
- L'organisation de manifestations culturelles et sportives.
- La réhabilitation de structures et d'infrastructures dans la région.
- La sensibilisation des femmes sur la vulnérabilité en temps de conflit et l'accès de leurs regroupements aux AGR.
- La promotion du dépistage volontaire du VIH.
- La protection des femmes et les enfants contre les abus et les violences pendant les conflits.
- La prise en charge des orphelins de guerre et du VIH/Sida.
- L'implication des femmes dans la résolution des conflits.
- La sensibilisation des leaders sur la politique foncière et le dialogue intercommunautaire.

Toutes ces recommandations ont reçu l'aval des participants qui ont demandé à l'ONU CI de bien vouloir soutenir ces actions et de faire un plaidoyer auprès des agences du système des Nations Unies.

Son Excellence M. Jules Hié Néa, ancien ministre et Maire de la commune de Grabo, a tenu à exprimer tous ses remerciements à l'ONU CI pour cette initiative de promotion de la paix. Avant de conclure par ces mots : « La région visitée » dont il demeure un des fils, « doit saisir l'occasion pour reléguer la guerre aux oubliettes ».

Juliette Amantchi



Les Onusiens s'expliquent...

FORUM DE L'ONU CI A ISSIA : BRISER LA MEFIANCE

Même après avoir écouté les explications des officiels de l'ONU CI sur le rôle et le mandat de la mission, et participé à des échanges de points de vue dans la salle de la mairie d'Issia prise d'assaut par les populations, Guehi Soukora, n'est toujours pas convaincu du rôle de l'ONU CI, même s'il affirme vouloir travailler avec la mission.

« Au début, j'avais foi aux Nations Unies parce que je pensais que c'était une organisation qui aidait les opprimés. Mais l'ONU ne sanctionne pas ceux qui attaquent avec les armes » affirme le chef de village sexagénaire, se faisant ainsi l'écho des populations venues participer le 28 février, au forum de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONU CI).

Pour M. Soukora, la présence de l'ONU CI en Côte d'Ivoire se résumait aux camions et 4x4 blanches qui traversaient en trombe son village, Dalia, situé à 23 kilomètres d'Issia, dans le centre ouest de la Côte d'Ivoire. « Je reste convaincu que les Ivoiriens eux-mêmes restent les seuls à pouvoir trouver une solution à la crise », ajoute-t-il.

Selon un fonctionnaire de l'ONU CI qui a participé régulièrement aux forums, dont 13 ont été organisés à travers le pays depuis 2005, celui d'Issia, une préfecture d'environ 120 000 habitants, était le plus difficile. Dans cette région rurale entourée de plantations de café et de cacao et située à environ 350 kms

au nord ouest d'Abidjan, les sentiments pro gouvernementaux sont enracinés. Les villageois savent peu du mandat de l'ONU CI et croient fermement qu'elle est inefficace et favorise les Forces nouvelles, qui contrôlent le nord du pays.

Trois cent leaders locaux et des citoyens ordinaires ont assisté au forum, animé par des fonctionnaires de l'ONU CI qui ont présenté le travail de leurs divisions et sections, notamment les Droits de l'Homme, les Affaires politiques, la Force et la police de l'ONU CI, avant de se prêter aux questions des participants.

« L'ONU CI et la communauté internationale n'abandonneront jamais la Côte d'Ivoire dans ces moments de crise », a assuré Hamadoun Touré, porte-parole de la mission. « Nous sommes ici



...La population aussi.

pour mieux vous connaître et mieux nous faire connaître ».

Durant les trois heures d'échanges, l'air était empreint d'un sentiment de scepticisme. Les questions allaient de « Pourquoi n'y a-t-il pas une unité religieuse dans une mission de maintien de la paix ? » à « Pourquoi l'ONU CI n'a pas réussi à éradiquer la criminalité et la circulation des armes, y compris dans la zone de confiance » où patrouillent l'ONU CI et la Force française Licorne. « Nous savons qu'il y a des kalachnikovs. Ils viennent de quelque part et les Nations unies ne font pas assez pour arrêter ce trafic » a accusé un participant, soulevant une salve d'applaudissements.

M. Touré a souligné les difficultés de l'ONU CI dans ses efforts pour freiner les tueries et les vols dans cette partie du pays, notant qu'il appartenait à l'armée et aux gendarmes ivoiriens de prévenir l'anarchie.

En marge du forum, le major Fahim Abasi du bataillon pakistanais - qui effectue des patrouilles dans la région - a déclaré qu'Issia était plus calme que certaines autres régions, même si ses troupes s'étaient une fois heurtées à l'hostilité des populations qui leur reprochaient de porter des armes. « Les gens nous ont demandé pourquoi nous avons des armes et je leur ai répondu que nous ne pouvions faire des rondes sans être armés » se souvient le major Abasi. « J'espère que les populations comprennent que nous sommes ici pour les aider, pas pour les gouverner. En organisant ce genre de forums, peut-être qu'ils comprendront la cause de notre présence à leur côtés, qui est essentiellement de les aider à se relever ».

Au cours du forum, le personnel de l'ONU CI a expliqué comment la mission vient en aide aux Ivoiriens, par exemple en préparant le terrain pour les élections, en travaillant avec la jeunesse ou en préparant des projets à impact rapide. Ils ont cependant noté qu'il revenait aux Ivoiriens de construire la paix dans leur pays. « Vous resterez en Côte d'Ivoire longtemps après le départ de l'ONU CI et si vous devez construire le pays, vous devez le faire ensemble ; vous êtes les cinq doigts de la même main » a exhorté Georges Bakala, le chargé des Affaires politiques de l'ONU CI dans la région ouest.

Pour le Chef Soukora, l'effet de la crise a été durement senti dans la région d'Issia. « La guerre a réellement affecté les productions agricoles » dit-il en se référant à son village de Dalia, où la culture du café, du cacao et de l'hévéa est la principale activité économique. « Les gens arrivent et fixent eux-mêmes leur prix et nous ne pouvons que les accepter. Nous ne pouvons ni nous

soigner, ni emmener nos enfants à l'école » Le chef Soukora réfléchit et ajoute : « L'ONUCI pourrait peut-être nous aider, si quelqu'un voulait agrandir l'école du village, les gens seraient heureux »

Félix Loue, chef d'un village voisin acquiesce : « Ils ne devraient pas être là tout juste pour mettre fin à la guerre. Nous

manquons d'écoles, de centres de santé et d'eau potable ».

Parlant des relations entre les populations d'Issia et l'ONUCI, le préfet Bernard Tai estime que « le forum vient juste de finir et nous ne pouvons nous prononcer là-dessus maintenant [...]

Mais la méfiance est tombée.

Elisabeth Bryant

LE COMMANDANT DE LA FORCE DE L'ONUCI LANCE LA CAMPAGNE ANNUELLE DE SENSIBILISATION CONTRE LES ABUS SEXUELS



Séance de sensibilisation à San-Pedro contre les abus sexuels

prendra toutes les mesures nécessaires pour sévir contre les contrevenants ».

Pour sa part, le chef de l'équipe CDT a passé en revue toutes les définitions de l'abus et de l'exploitation sexuels (SEA) ainsi que les procédures administratives et disciplinaires auxquelles les militaires s'exposent en cas d'actes avérés de SEA. Le rapatriement, les poursuites judiciaires et la radiation de la force de son pays figurent parmi les sanctions prévues par certains pays pour ce genre d'actes.

Mme Joyce n'a pas manqué de rappeler à cette audience militaire son devoir de signaler tout écart par rapport à la rigueur et à la discipline coutumières des soldats. Elle a donné tous les numéros de téléphone par lesquels ils peuvent rendre compte, en soulignant la garantie de la confidentialité et la protection qu'offre l'ONU à ceux qui agissent pour dénoncer tout acte en dehors de ses règles de conduite et de discipline.

A la fin de la présentation le commandant de la force de l'ONUCI, le Général Fernand Marcel Amoussou a remercié le chef du CDT pour sa participation au lancement de la campagne préventive contre les SEA. Il a également réitéré que l'Organisation des Nations Unies n'acceptait ni complaisance ni impunité en matière d'exploitation et de violences sexuelles.

Commander une force nationale est une tâche ardue. Commander une force multinationale est une mission honorable, certes, mais extrêmement difficile compte tenu des cultures militaires et des traditions nationales différentes. Cette difficulté trouve sa solution dans l'application stricte des règles édictées par les Nations Unies.

Le Commandant de la Force de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI), le Général Fernand Marcel Amoussou, a lancé récemment la campagne annuelle de sensibilisation sur l'abus et l'exploitation sexuels lors d'une visite- les 23 et 24 février 2007-

au bataillon sénégalais déployé à San Pedro et à Tabou.

Le Général Amoussou était accompagné du chef de l'équipe Conduite et Discipline (CDT) de l'ONUCI, Mme Aine Joyce. Le commandant du bataillon sénégalais a rassemblé le personnel disponible dans le hangar avec des moyens audiovisuels pour permettre au Commandant de la Force et à son invitée de s'entretenir avec ses soldats.

En présentant Mme Joyce, le Général Amoussou a souligné d'un ton ferme que « la tolérance zéro en matière d'abus et d'exploitation sexuels est la politique de l'ONU et dans ce cadre la force de l'ONUCI est implacable et

Le Col. Moustafa Dafir (MPIO)

DOUZIEME CONFERENCE DES COMMANDANTS DES FORCES ONUSIENNES EN AFRIQUE DE L'OUEST



Participants à la conférence des commandants.

Les commandants des forces onusiennes d'Afrique de l'Ouest ont tenu leur douzième conférence intermission le 28 février au siège de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI) à Abidjan. La situation en Guinée, les derniers développements de la crise ivoirienne et la consolidation de la paix au Libéria et en Sierra Leone étaient parmi les questions examinées par les participants.

Evoquant la situation en Afrique de l'Ouest, le Général Marcel Fernand Amoussou, Commandant de la Force de l'ONUCI, l'a qualifiée de "préoccupante". Cependant, a-t-il dit lors d'un point de presse tenu à la fin de la conférence, « nous fondons l'espoir que les solutions en cours permettront de stabiliser cette région et que les élections nombreuses prévues en 2007, vont pouvoir se dérouler dans de bonnes conditions afin que ne surgissent pas d'autres foyers de tension ».

Des élections générales sont prévues pour le mois de juillet en Sierra Leone, et avant le 31 octobre 2007 en Côte d'Ivoire, notamment. L'espoir d'une sortie de crise heureuse en Côte

d'Ivoire est fondé dans une large mesure sur le dialogue direct entamé ce mois-ci à Ouagadougou entre le camp présidentiel et les Forces Nouvelles. Le Commandant de la Force de l'ONUCI a souhaité que ce dialogue puisse aboutir à une sortie rapide et pacifique de la crise.

Au Libéria, l'on a pu organiser l'année dernière des élections démocratiques suivies de la mise en place d'un gouvernement de consensus et de la remise en marche des institutions du pays, a rappelé le chargé de mission intérimaire de l'ONUCI, M. Abou Moussa, à l'ouverture de la réunion.

En ce qui concerne la Guinée, le Gal Amoussou a noté que si la situation dans ce pays constituait un risque majeur pour la sous-région, les derniers développements ont permis de réduire la tension. Il a cependant insisté sur la nécessité de rester vigilants et suivre de près la situation tant dans ce pays, que dans la sous-région, et d'accroître la surveillance aux frontières.

La nécessité d'une telle surveillance a été mise en exergue par l'implication depuis des décennies, de

combattants étrangers dans les conflits qui secouent les pays de la sous-région. C'est ainsi qu'au mois de février, des rumeurs de recrutements d'anciens combattants libériens pour la Guinée avaient fait surface.

Ces rumeurs ont été démenties par le Commandant de la Mission des Nations Unies au Libéria (MINUL), le Général Chikadibia Isaac Obiakor. Il a expliqué que le contrôle de la frontière libéro-guinéenne se faisait minutieusement et qu'aucun mouvement particulier n'avait été constaté.

Les réunions intermissions se tiennent tous les trois mois. Elles ont pour objectif de discuter de la situation politico-militaire dans la sous-région et d'échanger les informations opérationnelles. Ainsi, les forces définissent ensemble les axes de coopération intermissions et adoptent une approche globale des solutions, a précisé le Gal Amoussou, soulignant que toutes les crises étaient liées les unes aux autres.

Outre les commandants des forces de l'ONUCI et de la MINUL, le commandant de la force de l'ONU en Sierra Leone, UNIOSIL, le Col. Jan Persson, le chef de la police onusienne en Côte d'Ivoire, le Général Cristian Chaumont et le Commandant de la Force Licorne, le Général Antoine Lecerf ont pris part à la 12^e réunion.

La rencontre a également bénéficié de la participation des représentants du Bureau du Représentant spécial du Secrétaire Général pour l'Afrique de l'Ouest, le Lt Col. Nayeem, de la Communauté des Etats d'Afrique de l'Ouest, Kehinde Olistemeka, du Département de Maintien de la paix de l'ONU, le Colonel Willem Van Dulleman, et des agences humanitaires des Nations Unies en Côte d'Ivoire.

Juliette Amantchi et
Marie Mactar Niang



Focus sur la CÔTE D'IVOIRE

LES POTIERES DE KATIOLA EPROUVEES PAR LA CRISE

Autrefois réputée pour ses célèbres artisanes appelées « les potières mangorô », la ville de Katiola, située à quarante-cinq kilomètres de Bouaké, essaie tant bien que mal de préserver cette richesse naturelle qui avait fait d'elle une ville touristique et une destination privilégiée des commerçants

L'octogénaire Salimata Coulibaly est la présidente de la coopérative des femmes mangorô de Katiola. Dans sa modeste chambre trônent des pots géants qu'elle a fabriqués des années auparavant. « Quand j'étais encore jeune, j'étais pratiquement la spécialiste des grands pots », dit-elle. Et, fièrement, elle cite les noms des illustres personnes qui souvent se déplaçaient pour passer des commandes, dont le premier chef de l'Etat ivoirien : « Le Président Félix Houphouët Boigny m'en commandait énormément pour faire des cadeaux à ses amis européens ».

Une tradition qui se perpétue de mère en fille

A Katiola, la poterie est une source de revenus pour la majorité des femmes. La présidente Coulibaly a élevé sa fille unique et ses six petits-enfants grâce à la vente des pots. « Ici, notre seule activité est la fabrication, et on l'apprend de notre mère ou de nos tantes », explique Korotoum Coulibaly, une nièce de Salimata.

Korotoum est mère de six enfants, tous diplômés. « Mes deux derniers viennent d'obtenir le baccalauréat et c'est grâce aux revenus de mes pots que j'ai pu financer leurs études », explique-t-elle. « Avant c'était facile car la coopérative nous aidait à écouler nos produits »

En effet, explique la présidente de la coopérative, les femmes n'avaient aucun problème pour vendre les pots. Elles n'avaient qu'à les fabriquer et la coopérative s'occupait de les vendre pour ensuite leur reverser une part. Grâce aux



Une potière montre comment on pétrit l'argile.

bénéfices, la coopérative a pu acquérir un four, qui, jusqu'à présent, est utilisé par toutes les potières.

Une vie de plus en plus difficile

Mais depuis la crise, les potières vivent difficilement de leur art. « Nous ne recevons plus de touristes, pas de commandes », se lamente Korotoum. « La seule commande importante que j'ai reçue depuis 2002 est celle d'un Italien qui, du fait d'un incident lié à la guerre, a préféré ne pas venir en Côte d'Ivoire. Par conséquent, j'ai sous la main une centaine de pots ». En effet, les potières mangorô, ne sachant plus comment écouler leur stock, les amassent



L'une des étapes de fabrication de pot en terre.

dans des chambres. Elles fabriquent de moins en moins d'objets volumineux, de peur de ne pouvoir les vendre, malheureusement leur inspiration s'estompe petit à petit. Un constat s'impose, il est plus facile de vendre des cendriers et des taliès qui ne coûtent pas très chers.

La présidente, tout comme ses adhérentes, prie pour la fin de la crise. « Le compte bancaire de la coopérative est bloqué dans cette zone dépourvue de banques. Nous n'avons plus d'argent pour aider les adhérentes et réaliser des projets », insiste Salimata.

En effet, la coopérative prévoyait acquérir un camion pour le ramassage de l'argile, ingrédient de base de la fabrication des pots et autres objets d'art. « Nous n'avons plus d'argent, ni de force pour aller sur le site qui est situé à des kilomètres de la ville », se plaint Korotoum.

En attendant la fin de cette crise qui a ruiné beaucoup d'espoirs, la vie continue à Katiola et les plus âgées passent le temps à filer du coton.

Juliette Amantchi